

Information générale à l'attention des transporteurs fluviaux -Octobre 2010-



Convention de Strasbourg du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure.

➤ Initialement prévu au 1^{er} juillet 2010, le système de paiement de la collecte et du traitement des déchets huileux et graisseux prévu par la Convention (CDNI) est reporté au **1^{er} janvier 2011** pour tous les Etats contractants.

À compter de cette nouvelle échéance, l'ECO-carte permettra aux bateliers de s'acquitter de la rétribution d'élimination à chaque avitaillement en gazole détaxé. L'acquittement de cette rétribution donnera un droit d'accès et permettra de déposer sans frais les déchets huileux et graisseux aux stations de réception prévues sur l'ensemble du périmètre concerné par la Convention.

En France, la distribution de l'ECO-carte à la profession batelière concernée sera réalisée dans le courant du second semestre de l'année 2010 par Voies navigables de France (VNF).

La Convention de Strasbourg du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, a été signée par six pays : le Grand-Duché de Luxembourg, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la France.

L'objectif principal de cette Convention est la protection de l'environnement et l'amélioration de la sécurité et du bien-être des personnels et des usagers de la navigation.

Pour parvenir à cet objectif, la Convention recherche une meilleure maîtrise de la production de déchets et définit les options suivantes :

- une collecte sûre et séparée et l'évacuation consécutive des déchets produits à bord,
- la prise en charge, par le responsable de l'apparition des déchets, du coût de leur collecte et de leur évacuation,
- la mise en œuvre de réglementations uniformes dans tous les pays cosignataires de la Convention, afin d'éviter les distorsions de concurrence.

La Convention est structurée en 3 parties :

- Partie A : Collecte, dépôt et réception des déchets huileux et graisseux survenant lors de l'exploitation du bâtiment ;
- Partie B : Collecte, dépôt et réception des déchets liés à la cargaison ;
- Partie C : Collecte, dépôt et réception des autres déchets survenant lors de l'exploitation du bâtiment.

Seules les dispositions sur les déchets huileux et graisseux (partie A) sont abordées dans le présent document dont la principale mesure est la mise en œuvre d'une rétribution d'élimination pour le financement de la filière de collecte et de traitement de ces déchets.

Les déchets de cargaison et les autres déchets survenant lors de l'exploitation du bateau (eaux usées, déchets ménagers, etc..) ne sont pas pris en compte dans la rétribution citée ci-dessus et feront l'objet de dispositions spécifiques.

Le paiement d'une rétribution d'élimination, pourquoi ?

L'acquittement de cette rétribution donnera un libre accès et un droit de dépôt des déchets huileux et graisseux sur l'ensemble des stations de réception désignées à cet effet sur le réseau de voies navigables couvert par la Convention.

Qui sera concerné ?

Elle sera obligatoire pour tout bateau de navigation intérieure et engin flottant utilisant du carburant exempté de droits de douanes.

Quand sera-t-elle mise en œuvre ?

Initialement prévue au 1er juillet 2010, la mise en œuvre des dispositions de la partie A sur les déchets huileux et graisseux de la CDNI est reportée au 1er janvier 2011 pour tous les Etats contractants.

Quel montant ?

Le montant de la rétribution est fixé par la Convention pour la première année de mise en œuvre à 7,5 € HT pour 1000 litres de gazole détaché avitaillé. Ce montant est uniforme pour tous les Etats signataires et révisables les années suivantes pour couvrir les frais de la filière de collecte et de traitement des déchets huileux et graisseux.

Où sera-t-elle mise en œuvre ?

Le périmètre concerné est le suivant :

- France : le Rhin, la Moselle canalisée jusqu'à Metz (km 298,5) ;
- Allemagne : toutes les voies de navigation intérieure destinées au trafic général ;
- Belgique : l'ensemble des eaux accessibles à la navigation intérieure ;
- Grand-Duché de Luxembourg : la Moselle ;
- Pays-Bas : l'ensemble des eaux accessibles à la navigation intérieure ;
- Suisse : le Rhin entre Bâle et Rheinfelden.

Que considère-t-on comme des déchets huileux et graisseux ?

Ce sont les déchets huileux et graisseux survenant lors de l'exploitation du bateau, soit les huiles usagées, les eaux de fond de cale, les autres déchets huileux ou graisseux (graisse de l'arbre d'hélice, filtres de gasoil et d'huile de lubrification, les chiffons et emballages plastiques et métalliques ayant contenus ces produits).

Les déchets de cargaison, les eaux de lavage des cales souillées ou non avec des restes de cargaison ainsi que les autres déchets survenant lors de l'exploitation du bateau (eaux usées, déchets ménagers, ...) n'entrent pas dans cette catégorie de déchets et feront l'objet de dispositions spécifiques.

D'une manière générale, tous les déchets produits à bord doivent être stockés dans des conditions évitant les risques de pollution et permettant le retraitement ultérieur approprié. Ils doivent être exclusivement déposés dans les stations de réception adaptées. Il est strictement interdit de jeter des déchets dans la voie d'eau ou à terre et de les brûler.

Où pourra-t-on déposer les déchets huileux et graisseux ?

Les déchets devront être déposés auprès des stations de réception désignées qui rempliront et signeront le carnet de contrôle des huiles usagées. Celui-ci doit se trouver à bord de tout bâtiment motorisé. La liste des stations de réception sera diffusée sur un site dédié à la Convention : www.cdni-iwt.org.

Comment acquitter la rétribution prévue ?

L'acquittement de la rétribution d'élimination s'effectuera lors de chaque avitaillement par le biais d'un système électronique de paiement uniforme et de cartes magnétiques appelées « ECO-cartes » identiques entre tous les Etats signataires.

Quand et comment obtenir une ECO-carte ?

En France, l'ouverture des ECO-comptes et la distribution de l'ECO-carte aux transporteurs fluviaux seront réalisées courant du second semestre de l'année 2010 en retour d'un formulaire d'inscription dûment complété à Voies navigables de France (VNF). Ce formulaire d'inscription sera disponible sur le site internet de Voies navigables de France (www.vnf.fr), auprès des avitailleurs français et des représentants nationaux du transport fluvial. Il est indispensable de renvoyer par courrier ou par fax la demande dûment complétée et signée aux coordonnées indiquées sur le formulaire. En France, la demande d'ECO-carte ne sera possible qu'auprès de VNF.

A la réception du formulaire, VNF créera un ECO-compte et y rattachera une (ou plusieurs) ECO-carte(s). L'ECO-compte est au nom de l'exploitant et/ou propriétaire du ou des bateaux. En revanche, la carte magnétique (ECO-carte) est liée au bateau et il sera possible d'obtenir au maximum deux cartes pour un même bâtiment. Dans le cas des sociétés possédant plusieurs bâtiments, il sera possible de rattacher l'ensemble des ECO-cartes nécessaires à un seul et même ECO-compte.

Les titulaires des ECO-comptes auront la charge de veiller à approvisionner régulièrement leur ECO-compte pour garantir la possibilité d'acquittement de la rétribution avec la (ou les) ECO-carte(s).



**Pour toute information complémentaire,
appelez le numéro d'appel unique de VNF : 0 800 863 000
ou consultez le site internet de VNF : www.vnf.fr**